

Réduction des déficits publics = 524 mesures de Révision Générale des Politiques Publiques(RGPP) = suppressions de milliers d'emplois = programmation de la suppressions de milliers d'autres = dégradation des conditions de travail = gel des salaires = destruction des services publics et des statuts

Les agents de la DGFIP sont particulièrement touchés.
En près de 10 ans, ce sont 20 000 emplois supprimés à Bercy soit 15% des effectifs
Et c'est plus de 1000 trésoreries qui ont été fermées en 10 ans.

Le volet dépenses du projet de budget 2012 est connu : c'est la volonté de poursuivre cette politique de suppressions d'un emploi d'un fonctionnaire sur deux partants à la retraite.

En 1982 les recettes de l'Etat représentaient 22,5 % du PIB

En 2009, elles représentaient 15,1 % du PIB
soit - 7,4 % 142 milliards sur les 2000 M que représentent le PIB en 2009 :

Ces 142 M représentent le montant du déficit budgétaire.

S'il n'y avait pas eu les allègements fiscaux, il n'y aurait pas de déficit

Quels sont ces allègements d'impôts ?

En 1986 le taux d'imposition de la tranche maximale de l'IR était de 65 %.

Ce taux a été ramené à 50 % en 2000 et il est aujourd'hui à 41 %

En 1986 il y avait 13 tranches d'imposition ; aujourd'hui, il y en a cinq.

L'impôt de solidarité sur la fortune a vu sa portée considérablement affaiblie par les exonérations, les réductions, l'augmentation du seuil d'imposition et la faiblesse des taux.

Les droits en matière de donations et de successions ont été réduits

Le taux de l'impôt sur les sociétés s'élevait en 1985 à 50 %

Il a été réduit en 1993 à 33 %

Seuls les bénéficiaires déclarés officiellement sont taxés..

Peu de mesures sont prises pour empêcher l'évasion fiscale

D'autre part , l'état prend en charges les exonérations de cotisations sociales accordée aux patrons

En 2008 l'Etat a renfloué les banques

La dette de l'Etat qui représentent en 2010, 1646 M d'€ a rapporté aux banques 45 milliards € d'intérêts soit plus de 80 % du montant de l'impôt sur le revenu.

Les gouvernements successifs n'ont eu aucune volonté de réduire la dette et le déficit de l'Etat en retirant tous les allègements d'impôt accordés aux sociétés et aux plus riches !

Cette dette n'est pas la nôtre.

Toutes nos revendications sont légitimes !

Les décisions prises dans le cadre de la RGPP lancée en 2007 n'ont qu'un seul but : réduire les dépenses.

Le Premier ministre François Fillon expliquait lors de la réunion de lancement de la révision générale des politiques publiques (mardi 10 juillet 2007)

« C'est la même philosophie qui guide notre projet de ne pas remplacer un fonctionnaire de l'Etat sur deux partant à la retraite. C'est vrai, le non remplacement sans réforme des structures, ce serait une erreur. »

« Oui. Nous tiendrons nos engagements de réduction des déficits et de la dette. (...). Dès

l'été, nous allons faire la chasse aux dépenses inutiles, aux doublons. Nous allons restructurer l'administration en fusionnant des services. Il y a de nombreuses pistes, d'importance inégale : la fusion des services de Renseignement, la réunion de la Direction générale des impôts et de la Comptabilité publique. Croyez-moi : dans le budget 2008, nous tiendrons notre promesse de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

LA FUSION DGI/DGCP annoncée le 4 octobre 2007 fut l'acte premier de la RGPP

Les propos d'une collègue proposée par FO à un Comité Technique Paritaire en tant qu'expert résumant la situation existant dans les services.

« Mon service est en sous-effectif depuis des années. Les collègues sont tous dans une situation de stress permanent, certains se ferment et sont prêts à exploser. Ils se sont remis à fumer, les agents ne peuvent plus préparer des concours tellement ils sont fatigués. Leurs conditions de travail impactent directement leur vie personnelle et familiale, ils s'usent et finissent par tous demander une mutation... Une seule solution : partir !!! La colère monte contre la banalisation des sous effectifs. Monsieur le Directeur vous êtes alerté, si ça allait plus loin... ».

Et voici une réponse apportée par un responsable d'un service des impôts aux agents : **« Objectif pour l'année à venir » :**

« intégrer, dans le contexte conjoncturel d'une situation tendue des effectifs, la

nécessaire solidarité qui permette d'assurer nos missions d'assiette et de contrôle de l'impôt » !

Comment l'administration peut elle demander aux agents de moins en moins nombreux dans les services de travailler toujours plus par « solidarité » alors que les emplois sont détruits et que les services disparaissent du fait des « réformes » successives?

Les agents perdent peu à peu leur qualification professionnelle et sont démotivés du fait de la poly compétence qui se généralise.

Des Trésoreries ont fermé, d'autres sont menacées de fermeture à court terme.

Dans tous les services cette situation conduit, à « hiérarchiser » les priorités des tâches et ainsi à abandonner certaines missions dévolues à notre administration

Les agents eux-mêmes, fatigués, excédés par des conditions de travail dégradées sont en situation de stress permanent

**C'en est trop, les agents n'en peuvent plus, il faut que cela cesse !
Pour les agents, ces suppressions d'emplois ne sont pas incontournables,
et les propositions du DDFiP pour les absorber sont inacceptables.**

- **IL EST URGENT D'ARRETER LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS,**
- **IL FAUT NOUS RESTITUER LES MILLIERS D'EMPLOIS SUPPRIMES !**
- **ARRET DE LA RGPP ET DES CONTRE- REFORMES ! MAINTIEN DE TOUS LES SITES ET DE TOUTES LES MISSIONS !**
- **NON AU GEL DES SALAIRES : FO REVENDIQUE**
- **+ 5% d'augmentation de la valeur du point d'indice pour le années 2011 et 2012**
- **+ 44 points d'indice pour Tous au titre de la perte du pouvoir d'achats depuis 2000**
-

**LE 20 OCTOBRE 2011, POUR FAIRE ABOUTIR
VOS LÉGITIMES REVENDICATIONS**

**20
OCTOBRE**

**20 OCTOBRE
JE VOTE FO !
JE
NOUS
TOUS FO!**

VOTEZ et faites VOTER

POUR LES CANDIDATS F.O.-DGFIP